
[Cameroun : La résistance contre les opérations de replantation de la SOCAPALM est fertile !](#)

La SOCAPALM est le nom d'une société qui contrôle près de 60 000 hectares de plantations industrielles de palmiers à huile au Cameroun. C'était une société publique jusqu'en 2000, date à laquelle elle a été privatisée et rachetée par la société agro-industrielle SOCFIN, détenue principalement par le groupe français Bolloré, contrôlé par la famille Bolloré, et la famille du luxembourgeois Hubert Fabri... La Banque mondiale a joué un rôle clé dans l'histoire de l'achat de la SOCAPALM par le conglomérat SOCFIN et la poignée de familles milliardaires européennes qui contrôlent cette société. (1).

Aujourd'hui, la société est en train de renouveler une partie de ses plantations de palmiers à huile à Edéa afin de maintenir et d'augmenter sa productivité et donc ses profits.

À la fin de l'année dernière, les communautés d'Edéa ont commencé à se mobiliser contre ce processus. En particulier, les femmes d'un des villages qui se sont organisées au sein de l'Association des femmes riveraines de la Socapalm d'Edéa, Afrise, selon son acronyme français.

Elles ont lancé une pétition (2) appelant à la solidarité internationale en soutien à leur demande : empêcher la SOCAPALM de replanter, et signalant qu'elles sont prêtes à faire tout ce qui est nécessaire pour arrêter les activités de la SOCAPALM à Edéa. « Nous n'accepterons pas de passer les 50 prochaines années dans cette misère. », disent-elles. « Nous sommes déterminées à nous battre pour libérer nos terres et obtenir des espaces de vie pour nos enfants, qui sont les générations actuelles et futures. »

Alertée par le fait que l'opération de replantation a déjà commencé dans certains villages, l'Alliance informelle contre les plantations industrielles de palmiers à huile en Afrique occidentale et centrale, un collectif de communautés et de militants luttant contre l'expansion des plantations en Afrique, a publié au début du mois une déclaration de soutien aux communautés.

Dans cette déclaration (3), l'Alliance informelle dit « exhorter la Socapalm à cesser immédiatement la replantation des plantations de palmiers à huile à proximité des maisons et des tombes des communautés vivant à Apouh à Ngog, qui se poursuit depuis le mercredi 8 août 2024. La plantation de dizaines de milliers d'hectares de palmiers devant les cours de ces riverains est une atteinte grave à la souveraineté alimentaire des familles du village et à la dignité des femmes d'Apouh à Ngog, dans l'arrondissement d'Edéa 1er au Cameroun ».

La résistance de la communauté et sa détermination à stopper l'opération de la société ont conduit le sous-préfet à demander à la Socapalm de cesser ses activités.

C'est une première victoire pour la communauté et l'organisation des femmes d'Edéa, mais la lutte continuera jusqu'à ce que la SOCAPALM rende les terres aux communautés !

(1)

<https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/lempreinte-durable-dun-projet-peu-connu-de-la-banque-mondiale-visant-a-obtenir-des-plantations-en>

(2)

<https://www.wrm.org.uy/fr/actions-en-cours/soutien-aux-femmes-camerounaises-qui-resistent-aux-plantations-industrielle-de-palmiers-a-huile>

(3) <https://www.wrm.org.uy/fr/actions-en-cours/stop-aux-operations-de-replantation-par-la-socapalm>